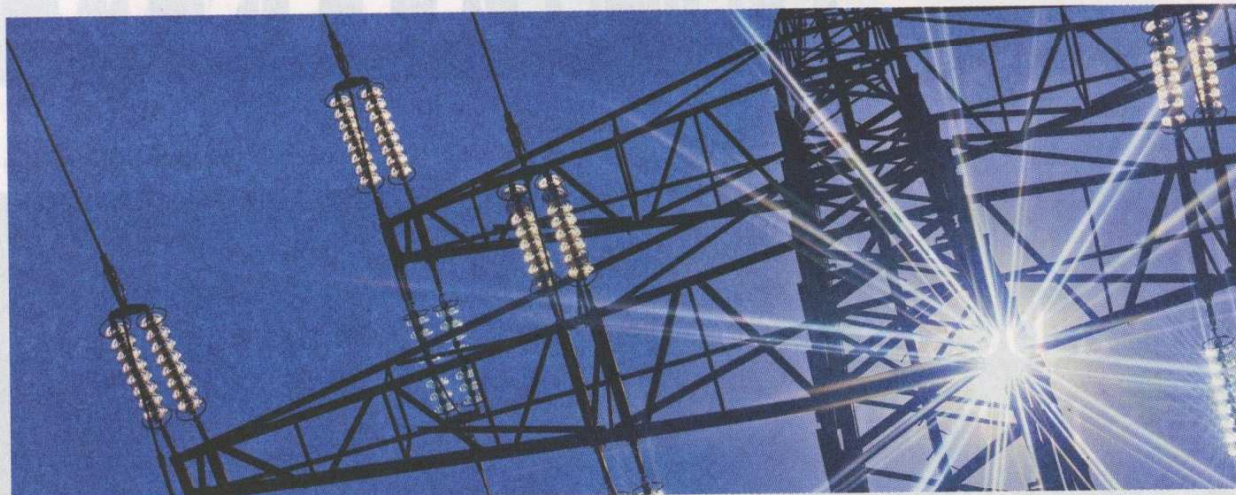


Infrastructures de transport d'électricité

L'Afrique a besoin de 3,2 à 4,3 milliards de dollars par an



Le rapport met en avant une série de recommandations et souligne les étapes à suivre pour ouvrir le secteur du transport d'électricité à des opérateurs indépendants.

Dans un nouveau rapport, la Banque mondiale appelle à augmenter les investissements privés dans les infrastructures de transport et de distribution d'électricité encore sous-développées d'Afrique. Faut de quoi le continent, dont à peine 35% de la population a accès à l'électricité, ne pourra pas atteindre ses objectifs énergétiques.

3,2 à 4,3 milliards de dollars. C'est l'investissement annuel nécessaire pour le réseau de transport d'électricité en Afrique sur la période 2015-2040. Dans un nouveau rapport rendu public le 6 juin, la Banque mondiale appelle à augmenter les investissements privés dans les infrastructures de transport et de distribution d'électricité encore sous-développées d'Afrique, faute de quoi le continent ne pourra pas atteindre ses objectifs énergétiques. «Il s'agit d'opérations critiques pour fournir une énergie fiable et bon marché aux ménages et aux industries», indiquent les experts de l'Institution de Bretton Woods. «Sachant qu'à peine 35% de la population africaine a accès à l'électricité, et ce avec des capacités de production de seulement 100 gigawatts (GW), le continent est en retard sur le reste du monde. Le niveau de consommation des Africains raccordés à l'électricité est en général relativement faible et le service, peu fiable et coûteux», ajoutent-ils.

Le rapport souligne que les infrastructures de transport sont un élément clé de la chaîne de valeur du secteur de l'électricité. Parallèlement à la production et à la distribution du courant, l'amélioration des infrastructures et leur déploiement sont essentiels pour remédier aux problèmes d'ac-

cès. Jusqu'ici, le transport d'électricité en Afrique a été financé sur fonds publics et les nouveaux modes de financement faisant appel au secteur privé n'ont pas reçu une attention suffisante de la part des décideurs ou des investisseurs. Ainsi, le rapport «Linking up : Public-Private Partnerships in Power Transmission in Africa» s'intéresse aux investissements initiés par des opérateurs privés à travers le monde, avant d'examiner si une telle stratégie serait applicable en Afrique, en s'inspirant de l'expérience réussie dans de nombreux pays d'Amérique latine et d'Asie.

En effet, l'étude s'est penchée sur des projets indépendants de transport d'électricité dans cinq pays (Brésil, Chili, Inde, Pérou et Philippines), où des réformes d'envergure pour privatiser le secteur de l'énergie ont été engagées. Le recours de ces pays à des lignes de transport financées par des intérêts privés a permis de lever globalement plus de 24,5 milliards de dollars d'investissements privés entre 1998 et 2015 et, ce faisant, de déployer pratiquement 100.000 kilomètres de nouvelles lignes de transport.

«L'Afrique pourrait bénéficier de ces financements privés qui ont facilité le déploiement d'infrastructures de transport d'électricité dans de nombreuses régions du monde. Mais pour attirer les investisseurs, les gouvernements doivent adopter des politiques capables de sous-tendre cette stratégie et mettre en place un environnement commercial, réglementaire et juridique adapté afin de nourrir leur intérêt», souligne Riccardo Puliti, directeur principal du pôle mondial d'expertise en Énergie et industries extractives à la Banque mondiale. ■

Moncef Ben Hayoun

Augmenter les investissements, en faisant appel au secteur privé, est nécessaire pour fournir une énergie fiable et bon marché aux ménages et aux industries.